Lettre ouverte adressée à Mr J Rottner, président de la région Grand EST, 1<sup>er</sup> adjoint de Mulhouse et président du conseil de surveillance de l'hôpital.

La fédération du Haut Rhin du PCF s'adresse à vous solennellement pour vous faire part de nos plus vives inquiétudes concernant les conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie du COVID-19 dans notre département et nos villes, si durement frappés. Epicentre de l'épidémie nos territoires payent un lourd tribut, en particulier les personnes âgées, et plus largement toute la population touchée au cœur. A la place qui est la votre, à l'échelle de la région Grand Est comme à Mulhouse et à la présidence du conseil de surveillance de l'hôpital, vous êtes et avez été un des acteurs en responsabilité depuis longtemps, de la situation de crise qu'il nous revient aujourd'hui de surmonter collectivement, avec l'objectif de ne plus jamais vivre la répétition de cette tragédie. Nous remercions tous les personnels de santé engagés dans cette lutte ainsi que tous les salariés en première ligne dans le fonctionnement des services publics et de l'approvisionnement mais nous ne pouvons pas rester muets quand le virus tue tant de nos semblables.

Le scandale de la mort, ce malheur quotidien, scandalise à juste titre nombre de nos concitoyens :

Pendant plusieurs semaines, les pouvoirs publics ont nié la nécessité des masques de protection comme des tests de dépistage pour enrayer la pandémie. Nous savons aujourd'hui que cette doctrine visait à cacher la très grave pénurie en matériels. Elle vous a d'ailleurs conduit, vous-même, à improviser en urgence et parfois dans une grande confusion, à tenter de suppléer aux carences d'un état incapable. Le gouvernement annonce maintenant que le matériel de protection des malades et du personnel va arriver. Pourtant les informations qui nous remontent prouvent que ce n'est toujours pas le cas. Les infirmiers et infirmières, aides-soignants, médecins, personnels auprès des résidents des maisons de retraite en ont cruellement besoin.

- Comment gérez-vous les priorités ? Vies humaines ou production de bien matériels qui peuvent tout à fait être différés ? Par exemple, sur le secteur de Mulhouse et Colmar, le manque de masques protecteurs est criant. Des mesures sont annoncées mais ne sont-elles pas trop tardives, désordonnées et encore trop connectées au calendrier gouvernemental qui annonce la fin du confinement le 11 mai ? Quelles mesures comptez-vous prendre d'ici à 4 semaines pour assurer la protection de la population ? Comment envisager la reprise de l'école, des collèges et des lycées dans ces conditions ? Comment envisager une reprise des productions non essentielles, au regard de la réalité sanitaire ?
- Dans les EHPAD, les établissements de soins, dans les sociétés de services à la personne qui organisent le maintien à domicile des personnes dépendantes, les familles, les personnels s'inquiètent et la peur les saisit. La situation est déjà catastrophique et le pire est à venir. Nous n'avons pas de bilan précis de la situation. Pouvez-vous nous faire un état des lieux dans le département?
- Le personnel commence à faire défaut, les conditions de vie en EHPAD sont fortement dégradées (solitude des personnes résidentes, rythme des services et soins ralenti). Le manque de personnel dans les EHPAD et services de santé, déjà vivement dénoncé avant la crise, parce qu'il pouvait conduire à de la maltraitance institutionnelle, est aujourd'hui une réalité aggravée et difficilement soutenable. Quelles sont vos actions pour assurer la vie et la santé des personnes les plus âgées, des personnes les plus exposées aux risques épidémiques ?
- Quel dispositif protecteur mettrez-vous en œuvre pour limiter les risques de contamination extérieure ? L'accès gratuit et sécurisé au transport urbain sera t'il adopté ?

Car Monsieur le président, cette scandaleuse tragédie a pris le visage d'une discrimination à l'égard des personnes âgées. En effet, jusqu'au 2 avril dernier, les décès des personnes âgées résidant en établissement n'étaient pas pris en compte dans le suivi statistique de la crise sanitaire. Nous sommes indignés par ce déni de l'éthique qui traduit un mépris vis-àvis de cette catégorie de la population!

De plus, cette pandémie a révélé au grand jour les conséquences des politiques de santé menées depuis des années au nom de la réduction des déficits publics et des économies budgétaires : des milliers de lits ont été fermés dans les hôpitaux, l'hôpital de Mulhouse que vous connaissez bien en est, hélas un exemple et si la crise que nous vivons a montré l'extraordinaire engagement des personnels, elle a aussi révélée toutes les carences de la gestion comptable et soulevée chez beaucoup de soignants, la « rage » devant cet effondrement. Les EHPAD et les hôpitaux connaissent un manque de personnel flagrant que nous n'avons pas cessé de dénoncer auprès des dirigeants politiques, de vos services, de ceux de l'ARS... Nous avons été aux côtés des personnels des EHPAD et des hôpitaux pour soutenir l'arrêt immédiat des politiques de restrictions budgétaires.

Outre les protections et les stratégies locales nécessaires et impératives à mettre en œuvre pour un bon dé-confinement dans notre territoire que nous vous réclamons, nous insisterons encore et sans cesse pour :

- Une loi d'urgence rectificative pour le financement des besoins de santé, la relocalisation et la maitrise publiques des productions des matériels de santé et des médicaments.
- Des investissements publics massifs pour l'hôpital public; une augmentation importante des salaires des personnels de santé; des recrutements en nombre.
- La prise en charge de la perte d'autonomie, à domicile et en établissement, à 100% par la branche maladie de la Sécurité sociale ;
- La création d'un grand service public de l'aide à l'autonomie et une loi grand âge et autonomie conforme aux attentes des retraités et de nos ainés.

Nous voulons que « l'après » se construise avec plus de services publics, une sécurité sociale à 100%, un hôpital public consolidé, des centres de santé publique et encore plus de solidarité!

En ignorant les luttes et les revendications des personnels, en légitimant les politiques de casse de l'hôpital public conduites depuis 15 ans, vous avez aussi une part de responsabilité dans le drame que nous vivons. Aujourd'hui nous en payons le prix et dans le Haut Rhin, à Mulhouse, la note est particulièrement lourde. Il faudra en tirer les leçons et la première, c'est que « la santé n'a pas de prix », la seconde pourrait être que « rien ne sert de courir il faut partir à point ».

Monsieur le président, face à l'exemple de cette situation locale désastreuse, la population haut-rhinoise attend désormais de votre part des réponses et des actes efficaces qui permettront un déconfinement en toute sécurité.

En ce qui nous concerne, notre engagement en faveur d'un grand service public de la santé, apte à protéger l'ensemble de la population sera encore plus déterminé.

Dans l'attente de votre réponse

Le 16 avril 2020

La fédération PCF du Haut-Rhin